

De la solidarité au commerce équitable

Témoignage

« Mon père était commerçant et véhiculait des exigences de probité et d'honneur de la parole donnée. A 15 ans au Maroc, en lisant un numéro spécial de *Sciences et Vie* sur les chances de faire reverdir le Sahara, l'étincelle s'allume : je veux devenir « paysan » pour participer à la réalisation de cette utopie ! Pour transformer le désert en terre fertile, valait-il mieux être agronome que paysan ? Sans analyser clairement cette question, j'ai fait des études d'agronomie.

De 1963 à 1966 en Côte d'Ivoire, je fais l'expérience amère de toute l'ambiguïté des subventions dans une société autarcique (une ethnie de la forêt) qui ne ressent aucun besoin de développement.

d'une logique de micro-réalisations...

En 1968, en Champagne, je participe à la naissance de l'ACCIR (Association Champenoise de Coopération Inter-Régionale) avec deux agriculteurs et un cadre de l'agriculture. Une expérience originale de solidarité entre des agriculteurs d'une région riche et des agriculteurs organisés de régions pauvres. Nous avons imaginé que des liens pourraient se nouer autant avec des régions françaises déshéritées, comme la Lozère, qu'avec des régions d'Afrique ; d'où le nom de notre association qui ne se limitait pas aux pays du Sud.

C'est avec la Haute Volta que tout a commencé. Puis ce furent ensuite le Togo, la Guinée Bissau, l'Ethiopie, le Mali et le Sénégal. A l'initiative des organisations agricoles, les ressources venaient, depuis 1974, de la collecte du millième des récoltes de céréales dans une douzaine de coopératives. La Champagne-Ardenne est d'ailleurs la seule région française où ce principe de collecte a perduré jusqu'à aujourd'hui. Ces ressources ont permis de

soutenir durablement une dizaine de programmes importants dans ces sept pays, souvent en association avec d'autres organisations non gouvernementales européennes, en particulier le CCFD (1).

Au CCFD de 1983 à 1989, je suis heureux de pouvoir établir un lien étroit entre ma foi au Christ et ma vie professionnelle. Le naturel et la simplicité avec lesquels des partenaires brésiliens reliaient leur vécu aux textes de la Bible m'ont impressionné. La grande interpellation de l'évêque brésilien Dom Helder Camara résonne encore à mes oreilles : « rien ne changera chez nous si rien ne change chez vous ». La conviction que le développement des pays du Sud ne pouvait pas uniquement se fonder sur des transferts financiers du Nord vers le Sud s'est renforcée et approfondie à partir de cet appel.

J'ai pu constater les effets dévastateurs des dons octroyés par des personnes au grand cœur, mais trop pressées et naïves, qui avaient négligé de prendre du recul en interrogeant des personnes expérimentées. Par contre, la valorisation maximum des ressources locales gagnées à la sueur du front demande beaucoup de temps et de pédagogie, mais favorise de vrais développements humains.

J'ai constaté aussi, au sein du CCFD, à quel point il était important d'aider nos partenaires à se rencontrer entre eux pour échanger leurs expériences et ainsi se former bien mieux que par des séjours en France ou ailleurs. Mais que de résistances encore dans l'opinion publique pour accepter que les dons servent à leur payer des billets d'avion !

Quant au concept lui-même de partenariat, quel étonnement de voir combien il est souvent pris au sérieux par nos interlocuteurs. Paradoxalement, il nous est difficile de le mettre en œuvre nous-mêmes

(1) Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.

dans un climat de véritable écoute de leurs attentes. Nous avons souvent agi en fonction d'idées forces, par exemple : « favoriser l'africanisation » (j'étais à ce moment là chargé de mission pour l'Afrique) qui nous ont rendus aveugles : certains autochtones étant plus « blancs » que certains expatriés mieux enracinés dans les réalités africaines.

... à celle du développement partagé

Ces découvertes m'ont préparé à ce que l'on appelle à tort le « commerce » équitable. En toute rigueur, il vaudrait mieux parler de « développement équitable ». Car, avec le réseau Max Havelaar, l'essentiel des efforts porte sur les producteurs, et les travailleurs pour certaines filières de produits. Il s'agit d'imposer aux acteurs économiques classiques de nouveaux interlocuteurs qui représentent les catégories les plus marginalisées et qui, jusqu'ici, étaient exclus du marché mondial. Les augmentations de revenus ou de salaires, consécutives aux garanties de prix et à de meilleures conditions de travail, procurent de l'argent générateur d'auto-développement.

Il ne s'agit plus de « subventionner », mais de reconnaître, dans les termes d'un contrat commercial, la qualité du travail des personnes impliquées. C'est une remise en cause explicite d'un système commercial basé sur « la traite » (on parle encore de la traite du café !), en fait sur la spéculation et la loi du plus fort ou du mieux informé.

A partir de là, bien des questions se posent. Ce vrai partenariat remet en cause les incohérences de nos propres entreprises nationales ou multinationales dans la mesure, par exemple, où certaines d'entre elles cherchent à valoriser leur image avec 5 ou 10 % de contrats « équitables », sans se remettre en cause à l'interne sur des pratiques commerciales ou sociales douteuses portant sur 90 ou 95 % de leur activité... Du grain à moudre pour d'autres acteurs de la société civile, les acteurs du commerce équitable ne pouvant mener tous les combats à la fois. Il n'empêche que le commerce équitable et la démarche Max Havelaar en particulier, avec ses outils performants de « contrôle-développement », offrent un bel instrument entre les mains de quelques 700000 producteurs ou salariés d'entreprises, au service d'une mondialisation à visage humain.

Le commerce équitable est un instrument encore fragile qui doit certes accueillir tous les débats, mais sans se distraire de sa principale mission : révéler au consommateur son pouvoir dans ses actes d'achats quotidiens ; faire mentir la publicité et le défaitisme, en rejoignant au moins une forte minorité qui accepte de changer « le peu qu'on peut » pour bâtir un monde plus solidaire.

Philippe Galinou,
président de Max Havelaar-France.